QUESTIONS ET RÉPONSES SUR LES PRÊTS DE LA BANQUE MONDIALE

Les Statuts de la Banque Mondiale établissent la Banque comme institution financière dont le but est d'aider à la reconstruction et au développement des pays emprunteurs, de réduire la pauvreté, de promouvoir l'investissement étranger et le commerce international et de promouvoir le maintien de la balance des paiements en accordant des prêts et des crédits. Cet Outil décrit les types de prêts et de garanties octroyés par la Banque Mondiale.

I. D'où la Banque Mondiale tient-elle l'argent qu'elle prête?

Pour avoir accès à des ressources financières avec lesquelles elle puisse faire des prêts, la Banque Mondiale a un capital qui est composé d'annonces de contribution, ou participations, de ses pays membres. Les pays ne paient cependant qu'une partie de leur participation, ce qu'on appelle le capital "libéré" La partie impayée de la participation, est appelé le capital "appelable", qui est plus ou moins un fond de réserve au cas où les créditeurs de la Banque seraient incapables de payer. Comme ceci n'est jamais arrivé, le capital appelable assure à la Banque un crédit impeccable. De plus, la Banque a toujours fait des bénéfices depuis sa création en 1947. Elle peut donc emprunter à des taux incroyablement favorables et octroyés des prêts à ses emprunteurs en dessous des taux du marché. Ses bénéfices sont utilisés pour soutenir les prêts octroyés par l'IDA (Agence Internationale de Développement).[1]

II. Quels sont les types de prêts qui sont octroyés?[2]

La Banque Mondiale prête actuellement entre 25 et 30 milliards de Dollars par an aux pays en développement par l'inter-médiaire de la BIRD et de l'IDA. Ces prêts sont octroyés pour plusieurs types d'opérations.

A. Prêts d'ajustement structurel

Ce sont des prêts sur la base de programmes ou de politiques qui restructurent toute l'économie du pays pour qu'elle soit conforme à la politique macroéconomique néo-libérale de libre échange. Les Prêts d'ajustement structurel sont des prêts décaissés rapidement qui ont des conditions très strictes pour pousser les pays à entreprendre une série de réformes structurelles ayant pour but de stabiliser leur économie à long terme. Habituellement, ils comprennent des mesures de diminution des dépenses publiques (souvent avec des réductions des services sociaux), dévaluation de la monnaie locale, privatisation des entreprises publiques, élimination des barrières douanières sur les importations, élimination des subventions (par exemple en agriculture, sur les céréales de base, la santé, etc…), dérégulation du marché du travail et augmentation des taux d'intérêts pour limiter l'inflation. Les prêts d'ajustement structurel sont faits en proche collaboration avec le Fond monétaire international (FMI). La Banque et le FMI, avec le pays, fixent les termes et les objectifs dans un document de Cadre Politique qui, dans la plupart des cas, est un plan sur trois ans. Si le gouvernement donne son accord, le document de Cadre Politique peut être rendu accessible au public sur le site Internet de la Banque (http://www.worldbank.org) et sur le site du FMI (http://www.imf.org)

B. Prêts d'ajustement sectoriel

Ces prêts sont faits pour restructurer des secteurs spécifiques de l'économie du pays. Les prêts sectoriels sont faits principalement pour mettre en œuvre l'ajustement structurel et comprennent une gamme d'approches politiques, par exemple la promotion de changements de législation et de régulations

qui conduisent à la privatisation des industries publiques et à la réforme du secteur privé. Les prêts sectoriels typiques sont dans l'agriculture, l'énergie, les télécommunications et les transports.

En 1999, les prêts de la Banque pour l'ajustement structurel et l'ajustement sectoriel se sont élevés à 58% du total des prêts. (cf. Diagramme 2).

C. Prêts d'investissements

Les prêts d'investissements ont pour but de "contribuer à la réduction de la pauvreté et à une croissance économique durable".[3]

PRÊT D'INVESTISSEMENTS SPÉCIFIQUES: Ces prêts sont pour des projets qui créent ou entretiennent des biens productifs, y compris les infrastructures (par ex. des barrages, des autoroutes, des ports et des voies ferrées, des centrales électriques), la production agricole, les mines, la sylviculture, l'adduction d'eau et les installations sanitaires, et le développement du secteur social (par ex. l'éducation, la santé, la population et la nutrition).

PRÊTS D'INVESTISSEMENTS SECTORIELS: Ces prêts sont faits pour amener un secteur spécifique de l'économie dans la ligne des priorités économiques, par exemple en équilibrant les dépenses du secteur public entre les nouveaux investissements et la réhabilitation ou l'entretien des investissements existants.

D. Prêts d'assistance technique

Ces prêts ont pour but de renforcer la capacité des organisations gouvernementales à mener des politiques ou des stratégies à l'échelle d'un secteur ou de toute l'économie. Ils peuvent: a) aider les gouvernements à réformer des secteurs économiques; b) assister dans le développement ou la mise en œuvre de nouveaux investissements de cadre de régulations; ou c) renforcer la capacité du gouvernement à gérer le secteur public. Les Prêts d'assistance technique sont faits par l'intermédiaires de prêts spécifiques de renforcement des institutions, à l'intérieur des prêts pour les projets, ou par des subventions par le Fond de Développement Institutionnel qui accorde 25 millions de Dollars de subventions chaque année pour le renforcement des capacités des gouvernements. Ces subventions ne sont pas liées à des opérations spécifiques de la Banque.

E. Prêts pour la formation et l'innovation

Ce sont de nouveaux prêts, relativement petits (moins de 5 millions de Dollars) qui permettent à la Banque de travailler, à partir d'initiatives ou d'évaluations sociales locales, avec des organisations locales ou d'autres bailleurs de fonds, en insistant sur la participation et les partenariats. C'est la Direction de la Banque, et non le Conseil d'administration, qui approuve les Prêts pour la formation et l'innovation.

F. Prêts de programmes adaptables

Ces prêts sont prévus pour financer des programmes de développement à long terme par une série d'opérations. Les opérations successives sont engagées à partir de résultats satisfaisants dans des repères et des indicateurs déterminés, de révisions périodiques, et de l'évaluation du processus de mise en œuvre et des besoins émergeants. C'est la Direction de la Banque qui approuve les Prêts de programmes adaptables suivants, sous contrôle et examen du Conseil d'administration.

G. Prêts d'urgence pour la reconstruction

La politique opérationnelle 8.50 de la Banque déclare "qu'un pays peut demander l'assistance de la Banque quand une urgence s'abat sur lui et que cette urgence bouleverse sérieusement son économie et demande une réaction rapide du gouvernement et de la Banque." Ces prêts sont décaissables rapidement et peuvent être utilisés pour la balance des paiements, des importations critiques, la restauration de biens (par ex. production et infrastructure) sans conditionnalité. La politique opérationnelle définit l'urgence comme "un évènement extraordinaire de durée limitée, comme une guerre, des troubles civils, ou un désastre naturel." Une nouvelle politique est en préparation pour couvrir les urgences dans les situations d'après-conflits, où une aide humanitaire complexe est nécessaire. Parmi les pays qui ont reçu des prêts d'urgence pour la reconstruction on trouve l'Ethiopie, l'Eritrée, le Cambodge et le Mozambique.

H. Prêts de réduction de la Dette et du service de la Dette

Les pays qui sont fortement endettés et qui répondent aux critères de la Banque pour la mise en œuvre de l'ajustement structurel, peuvent être éligibles pour des Prêts de réduction de la Dette et de service de la Dette pour réduire les dettes jusqu'à un niveau plus facile à gérer. La réduction de la dette peut être obtenue en rachetant des dettes commerciales au rabais ou en convertissant la dette en nouveaux instruments qui diminuent les paiements de service de la dette.

I. Prêts financiers intermédiaires

La Banque fait des prêts pour soutenir des institutions financières nationales ou locales qui prêtent à leur tour les fonds de la Banque à des entreprises privées ou aux gouvernements locaux pour des projets.

J. Garanties

Pour attirer plus d'investissements du secteur privé dans des projets et pour diminuer les risques de l'investissement, la Banque procure des garanties aux opérations du secteur privé comme du secteur public. La Banque garantie les opérations seulement quand les opérations du marché privé, de la SFI ou de l'AMGI sont insuffisantes pour catalyser le financement.

III. Qu'est-ce-que la conditionnalité?

Souvent les prêts sont décaissés en plusieurs versements, ou tranches, à condition qu'un emprunteur engage les actions de politiques stipulées par les conditions du prêt. Par exemple, les prêts d'ajustement de la Banque Mondiale ont souvent des conditions qui demandent qu'un gouvernement engage des actions telles que la dévaluation du taux des changes, la réduction des

IV. Comment les prêts de la Banque sont-ils distribués?

TABLEAU 1: TENDANCES DANS LES PRÊTS DE LA BIRD ET L'IDA, ANNÉE FISCALE 1998
(Sommes en millions de dollars US)

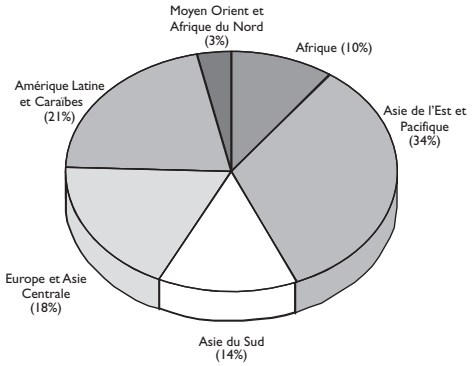
Secteur	BIRD ($)	IDA ($)	Total ($)	%
Agriculture	$1.480,5	$1.236,9	$2.717,4	9,5
Education	$1.927,8	$1.201,5	$3.129,3	10,9
Electricité et autres énergies	$1.115,0	$889,0	$2.004,0	7,0
Environnement	$753,8	$148,3	$902,1	3,2
Finance	$6.103,0	$141,5	$6.244,5	21,8
Santé, nutrition et population	$911,5	$1.079,4	$1.990,9	7,0
Industrie	–	$73,0	$73,0	0,3
Mines/extraction	$1.369,5	$7,0	$1.376,5	4,8
Multisecteur	$1.187,7	$669,4	$1.857,1	6,5
Pétrole et gaz	$130,0	$10,0	$140,0	,5
Gestion du service public	$1.638,5	$351,7	$1.990,2	7,0
Secteur social	$933,9	$381,6	$1.315,5	4,6
Télécommunications	$68,1	$2,4	$70,5	0,3
Transports	$2.134,7	$977,8	$3.112,5	10,9
Développement urbain	$893,6	$223,9	$1.117,5	3,9
Alimentation en eau et équipements sanitaires	$438,6	$114,3	$552,9	1,9
TOTAL	$21.086,2	$7.507,7	$28.593,9	100,0

TABLEAU 2: DISTRIBUTION PAR REGION, ANNEE FISCALE 1998
(amounts in millions of US dollars)

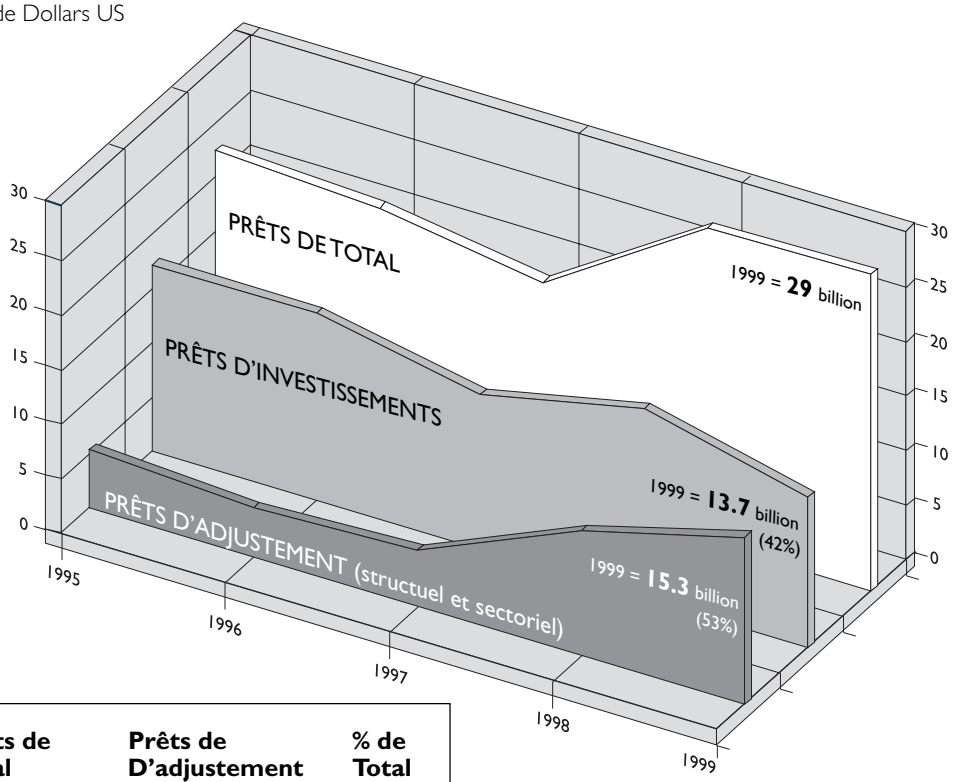
Region	BIRD	IDA	Total IBRD/IDA
Afrique	57.4	2,816.4	2,873.8
Asie de l'Est et & Pacifique	8,847.0	776.2	9,623.2
Asie du Sud	1,318.0	2,546.4	3,864.4
Europe et Asie Centrale	4,462.3	762.0	5,224.3
Amerique Latine et Caraïbes	5,679.5	360.2	6,039.7
Moyen Orient et Afrique du Nord	722.0	246.5	968.5
TOTAL	21,086.2	7,507.7	28,593.9

SOURCE: *World Bank Annual Report* 1998

GRAPHIQUE 1: POURCENTAGE DES PRETS TOTAUX POUR LA BIRD ET L'IDA PAR REGION, ANNEE FISCALE 1998


Moyen Orient et Afrique du Nord (3%)
Afrique (10%)
Amérique Latine et Caraïbes (21%)
Asie de l'Est et Pacifique (34%)
Europe et Asie Centrale (18%)
Asie du Sud (14%)

GRAPHIQUE 2: POURCENTAGE DES PRÊTS À L'AJUSTEMENT PAR RAPPORT AU TOTAL DES PRÊTS (BIRD ET IDA) EN 1999
en milliards de Dollars US



	Prêts de Total	Prêts de D'adjustement	% de Total
BIRD	$22 billion	$14 billion	63%
IDA	$ 7 billion	$ 1.3 billion	19%
Total	$29 billion	$15.3 billion	53%

Source: Rapports annuels de la Banque Mondiale

barrières douanières, ou la privatisation des entreprises publiques. Quelquefois, si le pays emprunteur *n'engage pas* l'action, ou ne respecte pas la conditionnalité, la Banque retiendra le reste du prêt. Le prêt est en fait utilisé comme motivation pour pousser le gouvernement à adopter certaines conditions de politiques; du point de vue de l'emprunteur, la conditionnalité peut être ressentie comme un obstacle potentiel à l'obtention de ressources.

NOTES:

1 L'IDA est l'agence de "prêts assortis de conditions libérales" de la Banque Mondiale qui offre des prêts concessionnels aux pays les plus pauvres.

2 Le mot "prêt" se réfère aussi bien aux prêts (BIRD) qu'aux crédits (IDA)

3 (Operational Policy 10.00 Investment Lending) Politique opérationnelle 10.00 Prêts d'investissements, juin 1994

Cet outil a été préparé par Nancy Alexander de Globalization Challenge Initiative et édité par Kay Treakle. Il fait partie des Outils pour Activistes: Mode d'emploi des Banques Multilatérales de Développement du Bank Information Center.
Le Bank Information Center (BIC) est une organisation non-gouvernementale, indépendante et à but non-lucratif, qui offre des informations et un soutien stratégique à des ONG et des mouvements sociaux du monde entier sur les projets, politiques et pratiques des Banques Multilatérales de Développement (BMD). Le BIC plaide en faveur de plus de transparence, de responsabilisation et de participation des citoyens dans les BMD. Le BIC est financé par des fondations et des organisations privées qui travaillent dans les domaines de l'environnement et du développement et n'est affilié à aucune des BMD.

Bank Information Center • 733 15th Street NW, Suite 1126 • Washington, D.C. 20005 • USA
Téléphone: +1.202 737 7752 • *fax:* +.202 737 1155 • *email:* info@bicusa.org • *site Internet:* http://www. bicusa.org

Imprimé avec des encres à base de soja sur du papier recyclé, blanchi sans chlore.